

Paroles d'élu.e.s du RTES présent.e.s au GSEF 2018



Jean Marc Lespade,
Maire de Tarnos

« S'il fallait une preuve de la diffusion des pratiques de l'Économie Sociale et Solidaire à l'échelle planétaire, comme recherche d'alternatives au modèle capitaliste dominant, le GSEF 2018 de Bilbao a été riche d'enseignements. Du maire d'un arrondissement de Ouagadougou en passant par des citoyens bretons investis ou de Barcelone, je garde aussi en mémoire de belles rencontres.»

« J'ai été impressionné par l'organisation, la participation et la qualité des débats à Bilbao. J'ai noté particulièrement combien le choix entre économie sociale de réparation et économie sociale et solidaire de transformation transpirait dans nombre d'interventions. Suite à des contacts pris à Bilbao, un partenariat d'échange commercial entre coopératives de femmes du Cameroun et de Plaine Commune est en construction. Première action lors de la Foire des Savoir-faire Solidaires du 13 au 23 décembre prochains à Saint-Denis. »



&



Emmanuelle Rousset,
vice-présidente du
Conseil départemental
d'Ille-et-Vilaine

Matthieu Theurier,
vice-président de
Rennes Métropole

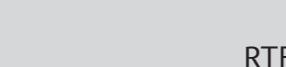
« Le GSEF a été un grand moment de rencontres. 70 bretons (élus, techniciens, acteurs de l'ESS) ont fait le déplacement à Bilbao. Voir autant de projets, d'innovation, de réflexion autour de l'ESS partout dans le monde, ça fait du bien. Nous avons renforcé nos liens entre nous (ah, l'écosystème breton!), avec d'autres territoires français (la Nouvelle Aquitaine entre autre), nos amis québécois (on a même défini un accord de Bilbao !) et d'autres initiatives (il se passe plein de choses du côté de Séoul, Barcelone, New York, Abidjan,...). Entre ateliers, petits déjeuners de réseautage, rencontres et apéro, le Gsef 2018 a été inspirant ! »

« Le forum mondial de l'économie sociale nous a permis de renforcer notre réseau local (nous étions 65 de Nouvelle-Aquitaine mobilisés avec le soutien de la Région) et national et d'identifier certaines initiatives. La découverte de villes et de territoires nous ont renforcés dans notre conviction qu'un autre modèle de développement local est possible, certains ont déjà pris ce virage. Par contre ce forum gagnerait à être moins théorique ou descendant. Une structure plus participative, des groupes de travail mettant à profit l'intelligence collective, auraient permis de générer de l'innovation sociale. Enfin ce forum pourrait être le lieu de plus de débats contradictoires avec des acteurs industriels par exemple. Mais est-ce la vocation du GSEF ? »

Prochain rendez-vous du GSEF en 2020 à Mexico !



Jean Claude Pradels,
adjoint au maire de
Mérignac



Retour du rtes.

sur le Gsef 2018 à Bilbao

Le Global Social Economy Forum (GSEF 2018) se tenait du 1 au 3 octobre 2018 à Bilbao. Rassemblant plus de 1700 personnes de 84 pays, ce fut incontestablement un moment très riche pour l'économie sociale et solidaire. Le RTES et de nombreuses collectivités membres étaient présents.



Patrick Vassallo,
Conseiller municipal délégué à
l'ESS, Saint-Denis, et conseiller
territorial délégué à l'ESS,
EPT Plaine Commune

L'ESS à la croisée des chemins ... et à l'heure des coopérations

Placé sous la thématique des villes, ce forum acte de la métropolisation et explore son impact sur l'économie sociale et solidaire.

De ces échanges, nous retenons deux axes de réflexion :

- Dans de nombreuses expressions, formulations, observations, la rhétorique reste celle du **positionnement de l'ESS par rapport à l'économie marchande** : entre opposition, transformation, coopération, toute l'échelle de relation est présente. Il ne faudrait toutefois pas que le nombre d'ateliers relatifs aux partenariats entre les différentes formes d'économies, aux appels un peu vains au changement d'échelle, et surtout aux appels à la compétitivité de l'ESS, ne se traduisent comme une forme de capitulation, une façon de dire « l'économie marchande a gagné, plaçons nous dans ses interstices ».



Patricia Andriot,
vice-présidente du RTES

- La question du **rôle des politiques publiques**, et notamment la question de la coopération entre acteurs et autorités locales est au cœur des échanges. Les enjeux sont connus et classiques : soutien législatif et juridique, soutien financier, soutien de légitimité. La crise de 2008 est passée par là, et le désarroi des responsables politiques a induit une reconnaissance, une légitimité accrue de l'ESS, et une volonté de la soutenir... sans pour autant franchir le gué des moyens qu'on se donne pour abandonner la rive de l'économie classique et finalement, au-delà de l'injonction du « travailler ensemble », peu de mesures ou d'exemples de transformation radicale sont présentés.

Même si certains enjeux étaient peu présents dans les débats (les questions d'impact du numérique, du genre, de l'innovation publique), ce forum est un temps indispensable pour que l'économie sociale sorte de son statut marginal ou vitrine et devienne un vrai vecteur de transformation sociale.

La **coopération entre acteurs et collectivités territoriales appelle un changement de posture des collectivités** :



Christiane Bouchart,
présidente du RTES
Intervention lors de la plénière
«L'économie sociale à l'ère des villes»

« En remettant en avant la participation et la démocratie des producteurs, des citoyens, des bénévoles, des usagers, des parties prenantes dans l'économie, l'ESS engage l'élu à avoir un nouveau positionnement vis-à-vis des acteurs du territoire : il s'agit aussi de concevoir, consulter, décider, mettre en œuvre, évaluer autrement la politique publique. La place des acteurs de l'ESS dans cette politique devrait être une place de co-concepteurs, co-constructeurs, coproducteurs et co-évaluateurs ! [...] Les partenariats entre les collectivités publiques et les structures de l'ESS apparaissent comme la clé pour répondre aux grands défis contemporains. »

L'ESS dans les autres continents - quelques éclairages

Pauline Eyebe Effa, Directrice Générale du partenariat France-Afrique pour le développement :

L'état des lieux de l'ESS au Cameroun se rapproche de la situation globale en Afrique : forte prédominance de l'économie informelle qui a de forts potentiels de développement (fort dynamisme chez les jeunes), rôle important du microcrédit. Un écosystème de l'aide au développement est en train de se structurer (réseau des maires de l'ESS, parlementaires investis, discussion autour d'une loi supranationale sur les coopératives au niveau africain, etc.). Les principaux défis identifiés : celui de la compréhension de l'ESS, de sa construction, l'enjeu de l'accompagnement (renforcer les capacités des décideurs et des acteurs), l'enjeu de la formation et le défi de la structuration, de la pérennisation.

Manoj Kumar Teotia, Professeur adjoint du Centre de recherche pour le développement rural et industriel de Chandigarh, Inde :

L'Inde est polarisée entre des zones rurales agricoles et des villes qui attirent beaucoup de monde avec un fort potentiel de création d'entreprises. L'Inde fait également face à de grosses inégalités sociales (système des castes). L'économie informelle y est très importante, avec de forts besoins de formation. La forme coopérative est également importante. Il n'y a pas encore de politique de soutien à l'ESS très formalisée mais des initiatives émergent (subventions, services de crédit, loi RSE : 2% des bénéfices réservés à des objectifs sociaux). Les défis majeurs sont ceux de l'inclusion d'une partie de la population (analphabétisme, chômage élevé, 25% de la population active dans l'économie informelle), du genre, de la restructuration du système de planification nationale.

Leandro Morais : observatoire Ibéro-américain du travail et de l'économie-sociale docteur de l'UNESP :

Il y a une très forte hétérogénéité de l'ESS en Amérique latine et donc des problématiques de quantification : des coopératives, des ONG, des entreprises de l'économie solidaire et les entreprises sociales et l'économie populaire, informelle. Ces structures hétérogènes partagent néanmoins des points communs : l'autogestion, la solidarité, la préoccupation de l'environnement. En Amérique latine l'ESS est liée aux mouvements sociaux (processus de paix en Colombie, insertion des Indigènes au Mexique, etc.). Les défis identifiés : le travail sur les transversalités avec les autres économies, la recherche sur les écosystèmes et les pactes territoriaux (coopérations entre territoires) pour renforcer les politiques des gouvernements nationaux et territoriaux et le nécessaire travail sur les fragilités des structures.

L'ESS en Corée du Sud :

L'économie sociale en Corée du Sud en est à ses débuts et doit faire face au poids très important des grands groupes économiques qui ont tendance à bloquer son développement. Certains gouvernements locaux travaillent sur un projet de loi sur l'ESS et sur le développement d'une politique sociale. Ils travaillent également sur le développement de décrets, de centres de développement des structures de l'ESS et sur la commande publique responsable.

Il y a 2 ans de nombreux coréens protestaient contre la corruption du précédent gouvernement qui a du renoncer à ses fonctions. La Corée du Sud met depuis des moyens sur la recherche en innovations sociales (digitale notamment), la participation citoyenne et la démocratie participative (budget participatif, conseils citoyens, expérimentation d'un revenu minimum pour les jeunes, etc.).

A Séoul, le nombre de structures d'ES a été multiplié par 4 entre 2011 et 2015 (de 700 à 3000 entreprises) et représente environ 0,4% de l'emploi et du PIB régional. Les entreprises de l'économie sociale (coopératives, entreprises sociales, entreprises communautaires) sont principalement actives dans trois domaines : les services sociaux, le logement abordable, la lutte contre le chômage des jeunes. Un écosystème très important a été développé depuis 2011 et l'élection du maire Park Won-Soon : réseaux, clusters, conseils locaux de l'économie sociale, commande publique, fonds dédiés.

Le RTES au GSEF 2018 – quelques moments clés

Plus d'une trentaine d'élu.e.s de gouvernements locaux du monde entier ont pu faire part de leur engagement en faveur de l'ESS à l'occasion du podium des maires, **de nombreux élu.e.s du RTES étaient présents** :



European Social Economy Regions :

Animé par **Ulla Engelmann¹** et **Jan Olson²**, cet atelier était l'occasion de présenter l'action pilote 2018 de la Commission Européenne sur les Régions Européennes de l'Economie Sociale. Elle vise à valoriser les politiques locales de soutien à l'ESS à travers le soutien à l'organisation d'événements associant étroitement collectivités locales et parties-prenantes locales. Présentant leurs initiatives, les 32 « régions » retenues, ont échangé sur le futur de l'action et le développement des collaborations interrégionales autour de l'ESS. **Jeanne Barseghian**, conseillère municipale et conseillère communautaire déléguée au soutien à l'ESS, Ville et Strasbourg Eurométropole, **Marc Godefroy**, conseiller métropolitain à l'ESS, Métropole Européenne de Lille et **Muriel Nivert-Boudou**, directrice de la CRESS Occitanie sont intervenus pour présenter les initiatives retenues et souligner l'importance de poursuivre cette action, qui sera pérennisée.

Rencontre de l'association des gouvernements locaux coréens :

Ce GSEF 2018 a également été l'occasion de retrouver les élus membres de l'association des gouvernements locaux coréens (KLG) pour l'ESS, avec lequel le RTES a signé un **mémorandum** en octobre 2017 à Niort. Une délégation du RTES a ainsi **rencontré 7 maires sud-coréens** très actifs sur le plan de l'ESS.



¹ Cheffe de l'unité clusters, Economie sociale et entrepreneuriat, DG GROW, Commission Européenne

² Co-président de REVES, réseau européen des villes et régions pour l'économie sociale.